


Assemblée Générale et 7^{ème} Conférence Annuelle
du Réseau GIFT-MENA

Gouvernance, Fragilité et Développement Durable



Ordre du jour

Paris, France, 12 - 14 octobre 2016



A l'occasion de son Dixième anniversaire, et compte tenu de la priorité et du soutien actif de la France au développement d'un espace de coopération et d'échanges entre les deux rives de la Méditerranée, le réseau GIFT-MENA¹ des écoles et instituts de formation de la fonction publique organise sa Réunion et Conférence Annuelle à Paris.

Pour son édition 2016, l'évènement s'inscrit au cœur de l'actualité régionale et internationale en proposant une plateforme de dialogue et de réflexion autour des défis et enjeux inédits de gouvernance, fragilité et développement durable auxquels font face la région et ses voisins du pourtour méditerranéen.

Réfléchir à l'action de l'Etat, analyser la capacité à gouverner et la portée de l'action publique, mettre en œuvre une coopération participative et qualitative sont autant de thématiques qui alimenteront le débat, à la lumière des objectifs et idées proposés par l'agenda international de développement durable à l'horizon 2030.

Tirant les conclusions des défis et priorités identifiés au cours des débats, la conférence sera l'occasion pour les membres et partenaires du réseau GIFT-MENA d'identifier des pistes d'avenir pour le réseau.

Calendrier des réunions

- **12 Octobre: Assemblée Générale** du Réseau à laquelle participent les directeurs et responsables des écoles ainsi que les partenaires régionaux et internationaux.
- **13 Octobre:** Inauguration par M. André Vallini, Secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie, de la **Conférence Annuelle** au Centre de Conférences Pierre Mendes-France à Paris, suivie d'un panel ministériel et des travaux de la conférence.
- **14 Octobre:** Clôture de la conférence.

Ministres, décideurs publics et cadres dirigeants de l'administration, présidents et directeurs des écoles de formation, directeurs des ressources humaines, représentants des Fonds de développement et agences de coopération multilatérale, experts régionaux et internationaux spécialistes des questions de gouvernance et de modernisation de l'Etat sont attendus à cet évènement.

¹ Réseau des Ecoles et Instituts de Formation de la Fonction Publique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Contexte

1 Le réseau GIFT-MENA des écoles et instituts de formation de la fonction publique célèbre son dixième anniversaire dans un contexte géostratégique à la fois instable et préoccupant, marqué par des conflits qui menacent l'unité et l'intégrité territoriale de plusieurs pays de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO). Depuis plus de cinq ans, cette région est le théâtre d'une déstructuration de l'Etat, d'un affaiblissement des autorités centrales ainsi que d'une montée en puissance des solidarités tribales, ethniques et communautaires transnationales. Cette dynamique régionale de soulèvements et conflits a créé un véritable risque de contagion tant au sein même de la région que vers ses voisins européens.

2 Aucun Etat n'a échappé totalement aux conséquences des conflits en cours. Les fondamentaux macro-économiques régionaux ont témoigné d'une grave détérioration malgré la capacité à absorber les chocs dont les pays à revenu intermédiaire ont fait preuve.

Le diagnostic de développement est inquiétant: une croissance avoisinant les 2.8% entre 2012 et 2014² (contre 5.6% au cours de la décennie précédente), une création d'emplois insuffisante et en majorité dans des secteurs à faible valeur ajoutée, une vulnérabilité économique accrue par des niveaux d'endettement plus élevés qu'auparavant et des déficits jumeaux non maîtrisés, une captation des ressources publiques par une partie de la population, un espace fiscal réduit, une pénurie de

capitaux étrangers, une inégalité d'accès aux services publics, l'absence de justice sociale, des gouvernements perçus comme fortement corrompus³ et un indice de bien-être estimé à 4.8⁴ sur la période 2010-2012, soit l'un des plus bas au monde, comparable à celui de l'Afrique Subsaharienne et l'Asie du Sud.

Avec l'effondrement des cours du brut, la position budgétaire des pays exportateurs de pétrole s'est aussi détériorée. L'excédent d'environ 5,4% du PIB affiché en 2013 a fait place à un déficit d'environ 9,8% en 2015 dans les pays du CCG, voire plus en Algérie. Outre les conséquences géopolitiques considérables, ces nouveaux déséquilibres budgétaires mettent en avant la nécessité de réfléchir aux réformes de gouvernance financière et fiscale. La Vision 2030 annoncée par l'Arabie Saoudite est une preuve concrète des changements en cours.

3 Davantage, les déséquilibres structurels ayant provoqué la colère de la jeunesse et accéléré le déclenchement des révolutions arabes sont loin d'avoir été résorbés; ils se sont même parfois considérablement aggravés comme le souligne les 59% d'opinions négatives par rapport aux résultantes des "Révolutions du Printemps" exprimées par les citoyens arabes dans le cadre de l'Indice d'Opinion Arabe pour l'année 2015⁵.

4 La dégradation du contrat social et la fragilisation des sociétés suite aux conflits et à leurs répercussions obligent les gouvernements en place à revoir le modèle de croissance mais

aussi de gouvernance, à recomposer les règles du jeu politique et du développement durable en faveur d'une meilleure intégration économique et sociale et d'une plus grande résilience sociétés pour donner à la région des opportunités de renouer avec la croissance et réaliser les enjeux de cohésion sociale.

5 La question qui s'impose est donc: quelle peut-être, ou quelle devrait être, la réaction des Etats à une époque marquée par une stupéfiante interdépendance et par la montée en puissance d'acteurs non-étatiques? Cette réflexion commence par un constat, celle d'un changement paradigmatique majeur: alors que pendant longtemps, les conflits étaient la résultante de la trop grande puissance de certains Etats, des excès de la centralisation ou du jacobinisme, c'est aujourd'hui au contraire la faiblesse ou la fragilisation des Etats qui constitue la principale source de conflits.

6 Dès lors, il s'avère, même si cela peut paraître contre-intuitif, que les Etats et l'administration publique ont un rôle encore plus important à jouer aujourd'hui que dans le passé, que leur pérennité et leur consolidation est plus que jamais nécessaire et passe par l'édification patiente d'institutions solides susceptibles de construire l'avenir, de mieux gouverner et d'assumer des choix de politiques publiques.


7 Les Etats sont appelés ainsi à repenser radicalement leur rôle, à se décloisonner, à avoir le courage de reconstruire la gouvernance publique

²Inégalités, soulèvements et conflits dans le monde arabe, Rapport de suivi économique de la région MENA, Banque Mondiale, octobre 2015.

³Selon Transparency International, en 2013 et malgré les printemps arabes, les gouvernements en place sont considérés plus corrompus que les précédents, et les citoyens estiment que les politiques menées limitent leurs libertés, sans amélioration notable des conditions de vie, soulignant l'importance du favoritisme et du capital social ("Wasta" en arabe).

⁴The economics of Happiness and Anger in North Africa, Nadereh Chamlou, World Institute for Development Economics Research, Working Paper, 2014.

⁵<http://english.dohainstitute.org/content/cb12264b-1eca-402b-926a-5d068ac60011>



sur des bases saines, en étudiant les meilleures pratiques, en s'ouvrant à des perspectives nouvelles, en faisant le meilleur usage possible des potentialités du numérique et des données ouvertes, en donnant la priorité à l'employabilité des jeunes et l'intégration des femmes, autant dans le privé que dans le public, et à capitaliser sur la gestion de leur capital humain.

8 Dans un contexte plus global, l'ensemble des acteurs du développement sont appelés à débattre de l'avenir du financement du développement, de ses modalités et de sa gouvernance. Au cours des dix dernières années, l'aide publique au développement (APD) a constitué, notamment pour les pays fragiles les moins avancés, la source la plus importante et la plus fiable de financement du développement. Pourtant, cette aide a engagé une courbe décroissante, de même que l'investissement direct étranger. Face à ce diagnostic, quelles mesures prendre et quel modèle de coopération privilégier afin de rendre ces pays moins tributaires des bailleurs pour financer leur développement humain et leur redressement? Comment se donner les moyens de réaliser le potentiel de la coopération Sud-Sud et triangulaire, aujourd'hui à l'agenda des bailleurs?

9 Si les récents rapports de l'OCDE affirment que les Etats fragiles ont de nombreuses possibilités inexploitées, il en demeure que toutes les initiatives porteuses d'espoir ne pourront être pérennisées sans la consolidation des institutions, lesquelles jouent un rôle

décisif aussi bien dans la prévision des conflits, durant les conflits, ainsi que pour définir les mécanismes de maintien de la paix dans les périodes de sortie de crise.

10 Dans ce contexte, la 7^{ème} conférence du réseau GIFT-MENA offre un rendez-vous de dialogue et de réflexion pour analyser les causes profondes des conflits et non pas uniquement leurs conséquences négatives, mettre en avant les initiatives arabes et triangulaires ayant réussi, puis pour définir l'ossature pouvant permettre un redressement des Etats, un renforcement de la résilience des pays les plus fragilisés et une consolidation de l'ensemble des facteurs susceptibles d'accompagner ces pays sur le chemin du développement durable. Elle se penche notamment en priorité sur les leviers de modernisation de l'action publique pour penser l'avenir et proposer une vision prospective de l'administration publique, ancrée dans les réalités du terrain, ainsi que pour définir les nouvelles frontières du développement qui donneront à la région toutes les chances de réussir à atteindre les Objectifs de Développement Durable auxquels les pays se sont engagés depuis septembre 2015.

11 Organisée à Paris, cette manifestation s'insère dans la série d'événements internationaux accueillis par la capitale française pour promouvoir l'agenda du développement durable à l'horizon 2030, notamment la COP 21 et le prochain Sommet du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert.

Objectifs de la conférence

1 Renforcer le dialogue autour des priorités du développement, de la gouvernance démocratique et de l'action publique dans la région ANMO, ainsi que la réflexion autour des perspectives de renforcement des Etats fragiles, et tirer les enseignements de ce contexte afin de soutenir le rôle et positionnement des écoles d'administration publique.

2 Proposer des approches multi-partenariales entre écoles du service public, bailleurs et autres instances, aptes à appuyer les acteurs du Sud à répondre aux problématiques de court terme et aux défis de plus long terme, en matière de paix et de stabilité, d'inclusion, de diversité, de résilience.

3 Réfléchir à l'avenir du réseau, de son action et de sa portée.

Au cours de ces deux jours, experts et praticiens présenteront les nouvelles tendances et les bonnes pratiques internationales. La conférence sera aussi l'occasion de mettre en avant les expériences nationales et projets triangulaires et multilatéraux réussis. Le contenu de chaque séance sera "co-sponsorisé" par une organisation française, régionale ou internationale.

Les travaux de la conférence se dérouleront en langues arabe, anglaise et française, avec interprétation simultanée.

Livrables

1 Un **plan d'action triennal** agréé par les membres, résultant des conclusions du panel de haut niveau sur les perspectives du réseau GIFT-MENA pour la prochaine décennie. Ce plan d'action proposera une vision stratégique de moyen et long terme apte à guider l'évolution du réseau, sa consolidation et son adaptation à la nouvelle donne régionale.

2 La signature d'**accords de coopération** bilatérale ou multilatérale entre membres du réseau ou entre membre et partenaires, en vue de renforcer la coopération institutionnelle et de mettre en œuvre des projets communs pour la modernisation de l'action publique et le renforcement des capacités dans les pays de la zone ANMO.

3 La **Déclaration des Ecoles et Instituts de la Fonction Publique de la région ANMO** à travers laquelle les membres et partenaires présentent leurs orientations stratégiques quant à l'avenir du réseau ainsi que leur vision de la manière dont le réseau GIFT-MENA va accompagner le renforcement de l'administration publique et de la coopération sous toutes ces formes: Sud-Sud, régionale et euro-méditerranéenne.

4 Le lancement de la nouvelle version de l'**Annuaire des Ecoles du Service Public**, un outil de communication et de mise en réseau élaboré conjointement par le réseau GIFT-MENA et le Forum Méditerranéen du Service Public.

5 Le lancement des "**GIFT-MENA Working Paper Series**" ou Notes diagnostic qui documentent et analysent des expériences de réforme de l'administration publique dans la région MENA et ouvrent la voie à un dialogue autour des choix de politiques publiques.

6 **L'avenir de l'action publique: Regards croisés autour de la Méditerranée:** Publication qui retrace une série d'entretiens entre responsables d'écoles et instituts du service public sur les défis de l'administration publique dans les pays riverains de la Méditerranée; en particulier, les enjeux des réformes à mener dans le contexte des mutations politiques, économiques et sociales, le sens de l'action publique et le rôle des écoles et instituts de formation du service public.

Ordre du jour

Mercredi 12 octobre 2016

9:00 - 17:00

Assemblée Générale des écoles et instituts de formation GIFT-MENA (réservé - sur invitation)

L'Assemblée Générale du Réseau rassemble les présidents et directeurs des écoles et instituts de formation de la fonction publique dans la région AMNO, ainsi que les directeurs de ressources humaines et de formation et les représentants des organisations partenaires du réseau.

La réunion sera dédiée à une réflexion stratégique autour de l'avenir du réseau, ses perspectives de consolidation, d'évolution de sa gouvernance et d'adaptation à la nouvelle donne régionale. Des orientations stratégiques et un plan d'action de moyen terme seront arrêtés à cette occasion.

18:00 Cocktail de bienvenue

Jeudi 13 octobre 2016

Conférence Annuelle (ouverte au public - sur inscription)

9:00 - 9:30 Accueil au Centre de Conférences Pierre Mendès-France

9:30 - 10:15 Cérémonie d'ouverture

Discours officiels et allocutions

Lamia MOUBAYED BISSAT, Présidente du Comité de pilotage du réseau GIFT-MENA, et Directrice de l'Institut des Finances Basil Fuleihan, Liban.

Mohamed MOUBDI, Ministre délégué auprès du chef du gouvernement, chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration au Maroc et Hôte de la dernière conférence annuelle du réseau (2015).

André VALLINI, Secrétaire d'État chargé du Développement et de la Francophonie, France.

10:15 - 11:15

Panel ministériel

Les ministres de la fonction publique et de la réforme administrative des pays de la zone ANMO et de la France discuteront des grands enjeux politiques, économiques et sociaux auxquels la région fait face, ainsi que des risques et perspectives d'avenir.

11:15 - 11:30

Signature des Accords de Coopération

11:30 - 12:00 Photo officielle et pause-café

■ 12:00 - 13:30 Séance plénière

Fragilités et résilience des Etats



Instabilité, conflits et volatilité sont devenus des caractéristiques incontournables du contexte de développement de la région ANMO.

Cette séance réfléchira à la portée et aux formes de l'action publique dans un contexte mouvant, à la redéfinition du rôle de l'Etat et à sa capacité à agir en tenant compte des nouvelles contraintes. Elle ouvrira des pistes de réflexion à une question principale: Quelle sortie des contextes de fragilité chronique?

Les panélistes seront appelés à apporter des éclairages sur les meilleures pratiques en matière de consolidation des institutions publique et de résilience et à offrir une vision prospective du rôle des Etats.

Questions principales

- Quelles sont les principales sources de conflits et de fragilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord?
Le développement institutionnel est-il à lui seul garant de paix et de stabilité?
- Quelles sont les caractéristiques de la relation État-société dans les communautés et Etats fragiles, en crise et touchés par la guerre, ou face à la montée des acteurs non-étatiques? Comment optimiser cette relation?
- Quels sont les mécanismes de gouvernance publique à mettre en œuvre afin de consolider le processus de paix et de poser les bases d'une transition irréversible vers la résilience et la stabilité?
- Dans quelle mesure les Etats de la région doivent-ils favoriser la montée en puissance de structures de coopération comme les réseaux, capables de générer dialogue et échange interculturels et de paver la voie à une plus grande intégration régionale?
- Quel rôle à l'Europe et aux partenaires internationaux?

Intervenants

Valentina CALDERON MEJIA, Responsable des Affaires Economiques, Nations Unies-Commission Economique et Sociale pour l'Asie de l'Ouest.

Elisabeth CLAVERIE DE SAINT MARTIN, Directrice adjointe du Développement durable, Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International, France.

Dlawa ALA'ALDEEN, Président du Middle East Research Institute.

Sébastien MOSNERON-DUPIN, Directeur Général d'Expertise France.

Président de séance

Sonia BEN CHEIKH, Directrice Générale du Centre National de la Formation Pédagogique des Cadres de la Santé, Tunisie.

13:30 - 14:30 Déjeuner

1

■ 14:45 - 16:15 Tables rondes

Table ronde 1: Répondre aux défis de transparence et de gouvernance financière



L'une des préoccupations majeures et légitimes des citoyens concerne la bonne gouvernance des finances publiques. Aujourd'hui, plus que jamais, l'avenir des finances privées et publiques s'imbriquent et imposent une refonte du cadre de gouvernance financière comme un incontournable précurseur à la stabilité financière, au financement des entreprises sur le marché, à la résilience macroéconomique et au bien-être économique en général. L'Etat se doit d'être à l'avant de ce mouvement de consolidation de la gouvernance financière et piloter la tendance.

Questions principales

- Avec la libéralisation des marchés de capitaux et l'expansion des flux financiers, pourquoi est-il primordial pour l'administration publique de respecter des exigences de transparence financière et de reporting?
- Comment renforcer les systèmes de responsabilité financière, de prévention et de gestion des crises financières?
- Quelle cohérence entre les politiques et pratiques nationales et internationales?
- Quelle coordination mettre en place entre acteurs financiers privés et administrations publiques?
- Comment créer des cadres de compétences complémentaires? De nouvelles approches en matière de formation sont-elles nécessaires?
- Comment les réseaux peuvent-ils contribuer à cette dynamique et soutenir la création des compétences requises?

Intervenants

Samia MSADEK, Directrice du Pôle Gouvernance, Banque Mondiale (A confirmer).

Jean-François VERDIER, Inspecteur Général des Finances, France.

Muthanna JAWAD, Directeur Général du Centre de Formation en Comptabilité et Finances au Ministère des Finance, Iraq.

Alan EDWARDS, Président, CIPFA Development, Chartered Institute of Public Finance and Accountancy, CIPFA.

Jean-Christophe DONNELLIER, Délégué Interministériel pour la Coopération Technique Internationale et Président du Conseil d'Administration d'Expertise France.

Président de séance

Hakim FIRADI, Adjoint au Directeur des Affaires Administratives et Générales - Directeur de l'Institut des Finances, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc.

2

Table ronde 2: L'aide au développement et l'appui aux administrations publiques dans des contextes de résilience



Les crises et conflits qui ont éclaté ces dix dernières années dans plusieurs pays de la région ANMO ont contribué à affaiblir la capacité institutionnelle des Etats. Les partenaires de l'aide au développement partagent la conviction que cette aide doit être en priorité centrée sur des actions de renforcement de l'Etat, à la fois pour garantir sa pérennité et sa résilience face aux crises, notamment dans une optique de long terme de réhabilitation de la confiance vis-à-vis de l'Etat.

Cette table-ronde sera l'occasion de présenter les orientations stratégiques et les modes opératoires de plusieurs partenaires de l'aide au développement pour accompagner l'administration dans l'exercice de ses fonctions régaliennes en mettant l'accent sur la valorisation du capital humain dans la fonction publique.

Questions principales

- Dans un contexte de crise, l'aide au développement obéit-elle aux règles habituelles d'opération? Les options de financement sont-elles à la hauteur des nouveaux enjeux du développement?
- Les fonds financiers d'urgence sont-ils des leviers d'action efficaces? Comment s'orienter vers une coopération au développement plus intelligente et mettre en œuvre une coopération participative et qualitative?
- Quelle place aux modèles de coopération Sud-Sud et triangulaire ainsi qu'aux bailleurs non traditionnels?
- Le travail en réseau a-t-il sa place dans ce nouveau panorama? Quelle valeur ajoutée les réseaux opérant dans la région ANMO peuvent-ils apporter à la coopération au développement?

Intervenants

Marie-Hélène LOISON, Directrice du Département Méditerranée et Moyen Orient, Agence Française de Développement, France.

Inma PEREZ ROCHA, Centre d'Expertise Thématique spécialisé en Administration Publique, Direction Générale pour la Politique européenne de voisinage et négociations d'élargissement (DG NEAR), Commission de l'Union Européenne.

Taghreed BADAOU, Directrice des Relations Internationales, Organisation Arabe pour le Développement Administratif.

Nathalie PILHES, Adjointe à l'Ambassadeur délégué interministériel à la Méditerranée, Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International, France.

Président de séance

Tarik ALAMI, Directeur, Emerging and Conflict related Issues, Nation Unies - Commission Economique et Sociale pour l'Asie de l'Ouest.

3

Table ronde 3: L'Etat à l'heure du numérique et des données ouvertes



La révolution numérique est en train de transformer le monde, facilitant les flux d'information et la montée en puissance des pays en développement désormais en mesure de tirer profit de ces nouvelles opportunités⁶. Elle est un facteur d'inclusion et d'innovation et une véritable mise en capacité des citoyens d'apprendre, de comprendre et de créer. Les possibilités économiques de l'open data sont estimées à 13 000 milliards d'Euros d'ici 2020 dans les pays du G20. Mais l'ouverture des données n'est pas uniquement un levier de développement économique: elle permet de lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale et le financement du terrorisme; ou de réussir une mondialisation démocratique en associant plus étroitement les citoyens à la prise de décision.

Questions principales

- Quel écosystème est le plus propice aux Etats pour tirer profit des dividendes escomptés du numérique, à savoir plus de croissance, plus d'emplois et de meilleurs services publics?
- Dans quelle mesure l'accès aux données publiques permet-il d'établir des perspectives comparatives entre Etats et d'orienter les choix de politiques publiques, à la lumière de l'expérience des autres? Quelle valeur ajoutée pour les institutions publiques?
- Quelles sont les bonnes pratiques en matière d'ouverture des données publiques? Quelles recommandations et démarches pour la région ANMO?
- Comment les écoles du service public peuvent-elles accompagner cette mutation? Comment aider les administrations à mettre au point des stratégies d'action pour l'ouverture ou l'exploitation des données? Le numérique a-t-il un impact sur l'offre de services des écoles?
- Dans quelle mesure les réseaux d'écoles du service public peuvent-ils favoriser cette ouverture?

Intervenants

Laure LUCCHESI, Directrice d'Etalab, Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique, France.

Barbara-Chiara UBALDI, Chef de projet "Gouvernement numérique et données ouvertes", Direction de la Gouvernance et du Développement Territorial, OCDE.

Ahmed Kamal CHAABAN, Directeur Exécutif, Institut National de Management, Egypte.

Président de séance

Awatif ABDEL RAHIM OTHMAN, Directrice de la Gestion des Risques au Ministère de l'Economie Nationale et des Finances, Soudan.

16:15 - 16:45 Restitution des travaux et des recommandations des tables rondes



20:00 Invitation à dîner par le CNFPT

⁶Rapport sur le développement dans le monde 2016: Les dividendes du numérique, Banque Mondiale, 2016.

Vendredi 14 octobre 2016

Conférence Annuelle (ouverte au public - sur inscription)

9:00 - 9:15 Point de lancement

9:15 - 10:45 Séance plénière

L'Etat sera-t-il au rendez-vous des jeunes et de leurs attentes?



DGAFP
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Soixante pour cent des bacheliers marocains veulent postuler pour un poste de fonctionnaire contre 19,3% à avoir décidé de trouver leur voie professionnelle dans le secteur privé⁷. De même, en Jordanie, en période de croissance économique entre 2004 et 2008, près de 42% des emplois créés se situaient dans le secteur public⁸. Toutefois, quel que soit leur choix de carrière, l'employabilité des jeunes dans les pays arabes se heurte à de nombreux défis qui l'ont hissé en priorité de l'agenda politique. Mais, dans une situation très volatile, compromettant les perspectives d'avenir, à quelles réponses à la fois structurelles et conjoncturelles l'Etat doit-il réfléchir?

Questions principales

- Quelle articulation entre emploi public et privé? L'Etat doit-il demeurer l'employeur de prédilection des jeunes?
- Comment favoriser l'entrepreneuriat et l'initiative privée lorsque l'emploi public demeure le plus attractif, attirant en moyenne 30% de la force de travail, et une part pouvant atteindre jusqu'à 70% comme en Lybie?
- Dans le public, comment mieux recruter, mieux former et mieux accompagner les jeunes recrues pour mieux servir l'Etat?
- Quelle participation des femmes et comment favoriser leur intégration sur le marché de l'emploi?

Intervenants

Samir AITA, Président du Cercle des Economistes Arabes, Ancien Directeur des Editions Arabes du Monde Diplomatique.

Robert BLOTEVOGEL, Résident Coordinateur du Fonds Monétaire International en Tunisie.

Abdel Moneim Mohamad AL TAYEB, Président de l'Académie des Etudes Economiques et Financières, Soudan.

Delphine BORIONE, Secrétaire Générale adjointe principale pour les affaires civiles et sociales, Union pour la Méditerranée.

Caroline KRYKWINSKY, Sous-directrice de l'Animation Interministérielle des Politiques RH, Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique, France.

Président de séance

Mousa HASAN, Président du Conseil de la Fonction Publique, Palestine.

10:45 - 11:15 Pause-café

⁷Enquête nationale socioéducative, réalisée en 2015 auprès de 5 236 lycéens de deuxième année du baccalauréat par le groupe L'Étudiant marocain, en partenariat avec les académies régionales d'éducation et de formation (Aref) et HEM Business School <http://www.acteurspublics.com/2016/03/23/60-des-bacheliers-marocains-s-imaginent-fonctionnaires>.

⁸Employment policies in Jordan, ETF (Fondation européenne pour la formation), Turin, 2014 www.etf.europa.eu/web.nsf/pages/Employment_policies_Jordan.

■ 11:15 - 12:45 Séance plénière de clôture

L'administration publique à l'heure des Objectifs du Développement Durable (ODD) 2030 - Préparer le GIFT-MENA de demain dès aujourd'hui



Cette séance se penche sur les mécanismes de contribution du secteur public dans les pays ANMO à la dynamique mondiale de développement et aux Objectifs du Développement Durable à l'horizon 2030. Comment mobiliser l'administration publique pour être un pilier du changement transformatif au service de ces ODD, notamment dans les Etats fragiles et les environnements post-conflits? Comment faire que la fonction publique réponde mieux aux besoins de sociétés et d'économies en mutation? Quel rôle et quel agenda pour un réseau des écoles du service public comme le réseau GIFT-MENA, dans un environnement en mutation permanente et dont les nouveaux contours restent incertains?

Questions principales

- Comment l'administration publique peut-elle demeurer un garant de diversité, d'exemplarité, de cohésion et de valeurs dans le contexte actuel?
- Quels profils et quelles compétences pour l'administration de demain?
- Comment les écoles du service public peuvent-elles aider à créer la capacité à gouverner et à innover afin que l'administration puisse se renouveler et faire face à la complexité croissante des défis en vue?
- Quelle feuille de route pour le réseau GIFT-MENA dix ans après sa création et au vue du changement de contexte?

Intervenants

John-Mary KAUZYA, Chef du Service du Développement des Capacités des Administrations Publiques, Division de l'Administration Publique et de la Gestion du Développement, Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies.

Thierry LE GOFF, Directeur Général de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique, France.

Badr MALALLAH, Directeur Général de l'Institut Arabe de Planification, Kowait.

Nathalie LOISEAU, Directrice Générale de l'Ecole Nationale d'Administration, France.

Vincent POTIER, Directeur Général du Centre National de la Fonction Publique Territoriale et initiateur et animateur du Forum Méditerranéen du Service Public.

Président de séance

Lamia MOUBAYED BISSAT, Directrice de l'Institut des Finances Basil Fuleihan, Liban.

■ 12:45 - 13:00 Synthèse et conclusions de la conférence

Karim BITAR, Directeur de Recherche à l'IRIS, spécialiste du Moyen-Orient et de la politique étrangère des Etats-Unis.

Déclaration des Ecoles et Instituts du réseau GIFT-MENA

Ahmad LAAMOUNRI, Secrétaire Général du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Maroc, et Membre du Comité de Pilotage du réseau GIFT-MENA.

■ 13:00 - 13:30 Discours de clôture

François ROMANEIX, Directeur de Cabinet de la Ministre de la Fonction Publique, France.

13:30 - 15:00 Déjeuner

15:00 Visite touristique à l'Institut du Monde Arabe (départ du centre PMF).

Nos intervenants en bref

Cérémonie d'ouverture



Lamia MOUBAYED BISSAT
Présidente du Comité de pilotage du réseau GIFT-MENA, et Directrice de l'Institut des Finances Basil Fuleihan, Liban

Mohamed MOUBDI
Ministre délégué auprès du chef du gouvernement, chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration au Maroc et Hôte de la dernière conférence annuelle du réseau (2015)

André VALLINI
Secrétaire d'État chargé du développement et de la francophonie, France

Séance plénière 1



Sonia BEN CHEIKH
Directrice Générale du Centre National de la Formation Pédagogique des Cadres de la Santé, Tunisie

Valentina CALDERON MEJIA
Responsable des Affaires Economiques, Nations Unies - Commission Economique et Sociale pour l'Asie de l'Ouest

Elisabeth CLAVERIE DE SAINT MARTIN
Directrice adjointe du Développement durable, Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International, France

Dlaver ALA'ALDEEN
Président du Middle East Research Institute

Sébastien MOSNERON-DUPIN,
Directeur Général d'Expertise France

Séance plénière 2



Mousa HASAN
Président du Conseil de la Fonction Publique, Palestine

Samir AITA
Président du Cercle des Economistes Arabes, Ancien Directeur des Editions Arabes du Monde Diplomatique

Robert BLOTEVOGEL
Résident Coordinateur du Fonds Monétaire International en Tunisie

Abdel Moneim Mohamad AL TAYEB
Président de l'Académie des Etudes Economiques et Financières, Soudan

Delphine BORIONE
Secrétaire Générale adjointe principale pour les affaires civiles et sociales, Union pour la Méditerranée

Caroline KRYKWINSKY
Sous-directrice de l'Animation Interministérielle des Politiques RH, Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique, France

Séance plénière de clôture



Lamia MOUBAYED BISSAT
Directrice de l'Institut des Finances Basil Fuleihan, Liban

John-Mary KAUZYA
Chef du Service de Développement des Capacités des Administrations Publiques, Division de l'Administration Publique et de la Gestion du Développement, Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies

Thierry LE GOFF
Directeur Général de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique, France

Badr MALALLAH
Directeur Général de l'Institut Arabe de Planification, Koweït

Nathalie LOISEAU
Directrice Générale de l'Ecole Nationale d'Administration, France

Vincent POTIER
Directeur Général du Centre National de la Fonction Publique Territoriale, France

Table ronde 1



Hakim FIRADI
Adjoint au Directeur des Affaires Administratives et Générales - Directeur de l'Institut des Finances, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc



Samia MSADEK
Directrice du Pôle Gouvernance, Banque Mondiale



Jean-François VERDIER
Inspecteur Général des Finances, France



Muthanna JAWAD
Directeur Général du Centre de Formation en Comptabilité et Finances au Ministère des Finances, Iraq



Alan EDWARDS
Président, CIPFA Development, CIPFA



Jean-Christophe DONNELLIER
Délégué Interministériel pour la Coopération Technique Internationale et Président du Conseil d'Administration d'Expertise France

Table ronde 2



Tarik ALAMI
Directeur, Emerging and Conflict related Issues, Nations Unies - Commission Economique et Sociale pour l'Asie de l'Ouest



Marie-Hélène LOISON
Directrice du Département Méditerranée et Moyen Orient, Agence Française de Développement, France



Inma PEREZ ROCHA
Centre d'Expertise Thématique spécialisé en Administration Publique, Direction Générale pour la Politique européenne de voisinage et négociations d'élargissement (DG NEAR),



Taghreed BADAWOUD
Directrice des Relations Internationales, Organisation Arabe pour le Développement Administratif



Nathalie PILHES
Adjointe à l'Ambassadeur délégué interministériel à la Méditerranée, Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International, France

Table ronde 3



Awatif ABDEL RAHIM OTHMAN
Directrice de la Gestion des Risques au Ministère de l'Economie Nationale et des Finances, Soudan



Laure LUCCHESI
Directrice d'Etatlab, Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique, France



Barbara-Chiara UBALDI
Chef de projet "Gouvernement numérique et données ouvertes", Direction de la Gouvernance et du Développement Territorial, OCDE



Ahmed Kamal CHAABAN
Directeur Exécutif, Institut National de Management, Egypte

Synthèse et conclusions



Karim BITAR
Directeur de Recherche à l'IRIS, spécialiste du Moyen-Orient et de la politique étrangère des Etats-Unis



Ahmad LAAMOURI
Secrétaire Général du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Maroc, et Membre du Comité de Pilotage du réseau GIFT-MENA



François ROMANEIX
Directeur de Cabinet de la Ministre de la Fonction Publique, France

Organisateurs et partenaires

La Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP) - France



Partenaire incontournable des employeurs publics, la DGAFP assure une fonction d'animation et de pilotage interministériel au sein de la fonction publique. Pôle d'excellence en matière d'expertise juridique, elle joue aussi un rôle de conception et d'animation des politiques de ressources humaines au bénéfice de l'ensemble des administrations publiques et pilote les politiques de formation professionnelle. Elle est aussi en charge de la conduite et de l'animation du dialogue social interministériel, notamment en matière de négociations salariales et de valorisation de l'emploi public. Partenaire depuis 2009, la DGAFP soutient activement le réseau GIFT-MENA.

Expertise France



Expertise France est l'agence publique de coopération technique internationale française. Elle promeut l'expertise publique française pour construire des politiques publiques qui répondent aux défis institutionnels, économiques, démographiques, sociaux et environnementaux des pays partenaires. Sa mission s'inscrit dans le cadre de la politique de coopération, d'aide au développement et de diplomatie économique de la France. Elle met en œuvre des projets de coopération centrés sur le transfert de savoir-faire entre professionnels pour répondre aux besoins des pays partenaires. Expertise France, via ADETEF, a accompagné et soutenu le réseau depuis sa création en 2006. Elle a accueilli la première assemblée générale en 2008, au Centre Pierre Mendès-France à Paris, qui a témoigné de la signature de la Charte du réseau et a géré le financement octroyé par la DG Trésor depuis 2010 pour le développement institutionnel du réseau.

Le ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) - France



Administration française chargée de mettre en œuvre la politique extérieure de la France, le MAEDI est responsable de la conception des grandes orientations de la politique extérieure de la France, de la conduite et de la coordination des relations internationales et de la protection des intérêts français à l'étranger.

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)



Le CNFPT est chargé de concevoir et de délivrer des formations à l'ensemble des agents territoriaux, tout au long de leur vie professionnelle. Il anime pour le compte du Réseau des écoles de service public français le "Forum méditerranéen du service public". Il est partenaire du réseau GIFT-MENA depuis 2014.

L'Institut Arabe de Planification

Organisation régionale à but non lucratif créée en 1966, l'IAP a pour mission de promouvoir le développement socio-économique dans les pays Arabes par le biais d'activités de renforcement des capacités, de recherche, de développement institutionnel, de consultations, de réunions d'experts et de publications.



L'Institut Arabe de Planification est un partenaire fidèle du réseau depuis 2006. Il a contribué et soutenu l'organisation de plusieurs conférences annuelles et accueilli l'édition 2014.

La Commission Economique et Sociale de l'Asie de l'Ouest (CESAO)

Créée en 1973, la CESAO est l'une des cinq commissions régionales des Nations Unies. Elle a pour mission de soutenir le développement économique et social des 18 pays membres et de renforcer la coopération entre eux. La CESAO participe activement aux rendez-vous annuels du réseau depuis 2012.



Le Secrétariat du réseau - L'Institut des Finances Basil Fuleihan, Liban



Etablissement public, l'Institut des Finances Basil Fuleihan est un centre de formation et de documentation autonome opérant sous la tutelle du Ministre libanais des Finances. Il a pour mission de contribuer à la bonne gestion de l'argent public par la formation, la recherche et la dissémination du savoir. Associant maîtrise du contexte et savoir-faire, l'Institut est un acteur privilégié de la coopération régionale et internationale. Il est le siège du secrétariat du réseau des écoles du service public GIFT-MENA et un centre régional de formation de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD).

Avec la collaboration de



Le Réseau GIFT-MENA

GIFT-MENA (Governance Institutes Forum for Training in the Middle East and North Africa) est une plateforme de dialogue et d'échange institutionnel entre décideurs, acteurs du développement et opérateurs de formation dans la zone Med-MENA, autour des thématiques de gouvernance, de performance et de valorisation du capital humain dans la fonction publique. Il s'agit d'un rassemblement informel de praticiens qui a pour mission de promouvoir la coopération institutionnelle, notamment Sud-Sud, Nord-Sud et Med-MENA, afin de soutenir la modernisation de l'Etat et la gestion des ressources humaines dans les pays de la région Afrique du Nord et Moyen Orient (ANMO).

Le réseau est régi par une convention et un règlement interne ratifiés par les membres. Lancé à Beyrouth en mars 2006, il regroupe aujourd'hui 60 écoles et instituts de 20 pays de la région, ainsi qu'une vingtaine de partenaires parmi les organisations régionales et internationales.

Assemblées Générales et Conférences Annuelles - 2006-2016

Anné	Thème	Partenaires	Lieu
2006	Réunion d'initiation	Institut des Finances Basil Fuleihan Institut de la Banque Mondiale Association des Banques du Liban Université Saint-Joseph	Beyrouth
2008	1 ^{ère} Assemblée Générale du GIFT-MENA	Institut de la Banque Mondiale ADETEF ENA - France	Paris
2009	Leadership dans la Fonction Publique dans la Région MENA; Défis de Compétence et Renforcement de la Confiance	ADETEF Ministère des Affaires Etrangères - France La Commission Economique et Sociale de l'Asie de l'Ouest	Beyrouth
2010	Réformer en Temps de Crise: la Gestion des Finances Publiques dans la région MENA	Institut Arabe de Planification ADETEF Banque Mondiale	Beyrouth
2011	Repenser la Formation dans le Secteur Public	ADETEF UE-SIGMA Fransabank	Beyrouth
2012	La Formation et la Coopération au Service du Changement dans la Région MENA	Ecole Nationale des Finances - Tunisie ADETEF	Tunis
2014	Capital Humain: Construire l'Etat en Temps de Crise	Institut Arabe de Planification ADETEF	Koweït
2015	Gouvernance Publique et Etat de Droit	Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration - Maroc Expertise France Institut Arabe de Planification Le Pôle Gouvernance de l'Ambassade de France au Maroc La Commission Economique et Sociale de l'Asie de l'Ouest	Marrakech
2016	Gouvernance, Fragilité et Développement Durable	La Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique - France Expertise France Le Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale L'Institut Arabe de Planification La Commission Economique et Sociale de l'Asie de l'Ouest	Paris

Secrétariat du Réseau GIFT-MENA: Institut des Finances Basil Fuleihan

512, Corniche El-Nahr, B.P. 16-5870, Beyrouth, Liban

Tél: +961 1 425146/9 | Fax: +961 1 426860 | sabinehat@finance.gov.lb | www.gift-mena.org